

TRADUCTION

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FLAMANDE

F. 81 — 278

23 DECEMBRE 1980. — Décret complétant la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, par des dispositions particulières propres à la région flamande (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Le Conseil flamand a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article unique. Dans la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, il est inséré au chapitre II, une section III, rédigée comme suit :

Section III

Dispositions particulières à la Région flamande

Article 32bis. Par dérogation à la disposition de l'article 3, alinéa 1er, le Roi peut, par arrêté délibéré au sein de l'Exécutif flamand, créer dans la Région flamande des sociétés d'épuration des eaux usées dont il délimite la circonscription et fixe la date d'entrée en activité.

Le Roi peut rattacher à la circonscription d'une société déterminée une partie d'une voie d'eau artificielle située géographiquement dans le bassin d'une autre société.

Article 32ter. La société d'épuration des eaux usées visée à l'article 3, alinéa 1er, et les sociétés visées dans la présente section, sont chargées, chacune dans sa circonscription :

1. d'établir et d'assumer l'exécution des programmes d'épuration des eaux usées provenant des égouts publics ou dont l'épuration leur est confiée par les entreprises :

A cet égard, elles ont notamment pour mission :

a) de reprendre, d'aménager, d'améliorer les installations d'épuration existantes relevant d'administrations publiques, d'organismes d'intérêt public ou d'associations intercommunales;

b) d'établir ou de faire établir les projets d'installations nouvelles et de procéder à l'exécution de ceux-ci;

c) d'assurer ou de faire assurer l'exploitation et l'entretien de ces installations;

2. d'exercer un contrôle sur les déversements d'eaux usées soumis à autorisation en application de l'article 5;

3. de rechercher toute cause éventuelle de pollution des eaux.

Article 32quater. Le président et un ou plusieurs vice-présidents de l'Assemblée générale des sociétés d'épuration des eaux usées visées à l'article 32bis, sont nommés par le Roi parmi les gouverneurs des provinces intéressées. La durée de leur mandat est de quatre ans.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit revêtu du sceau de l'Etat et publié par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 23 décembre 1980.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Communauté flamande,

M. GALLE

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

Ph. MOUREAUX

(1) Session 1980-1981.

Document du Conseil flamand. — Projet de décret, pièce 22, n° 1 et n° 2.

Compte rendu intégral. — Rapport oral. — Discussion et adoption. Séance du 18 décembre 1980.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE
ET MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

F. 81 — 279

Arrêté royal portant création d'une commission mixte chargée de l'étude des problèmes ayant trait au caractère opérationnel de la politique de défense et des moyens affectés à cette fin

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal qui est soumis à la Haute Approbation de Sa Majesté, vise à constituer une commission mixte chargée de l'étude des problèmes ayant trait au caractère opérationnel de la politique de défense.

Cette étude se situe dans le cadre de l'accord de gouvernement (Chapitre IV — Politique de défense) qui stipule :

« Le Gouvernement examinera, compte tenu du contexte international, de nos engagements envers l'OTAN et de la situation économique, sociale et budgétaire de la Nation, le caractère opérationnel de notre politique de défense et des moyens affectés à cette fin.

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER
EN MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 81 — 279

Koninklijk besluit houdende oprichting van een gemengde commissie belast met de studie van de problemen die betrekking hebben op het operationeel karakter van het defensiebeleid en van de tot dit doel aangewende middelen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat aan de Hoge Goedkeuring van Uwe Majesteit wordt voorgelegd heeft tot doel een gemengde commissie in te stellen belast met de studie van de problemen die betrekking hebben op het operationeel karakter van het defensiebeleid.

Deze studie dient geplaatst in het kader van het regeerakkoord (Hoofdstuk IV — Defensiebeleid) waarin gesteld wordt :

« Rekening houdend met de internationale context, met onze NAVO-verbintenissen en met de economische, sociale en budgettaire toestand van de Nalie, zal de Regering een onderzoek instellen naar het operationeel karakter van ons defensiebeleid en van de tot dit doel aangewende middelen.

» A la lumière de cet examen, le Gouvernement prendra des décisions appropriées ».

Dans le même cadre l'étude des résultats de la professionnalisation s'impose et il est nécessaire d'apprécier son influence sur le caractère opérationnel des forces armées et sur l'emploi des moyens.

Finalelement, l'effet de l'augmentation des prix, dans le domaine des dépenses de fonctionnement en général et des dépenses énergétiques en particulier, sur la valeur opérationnelle des forces armées, devrait être d'urgence soumis à un examen approfondi.

Ces objectifs sont d'une telle importance qu'il est souhaitable de faire effectuer un examen par une commission mixte désignée à cette fin et composée de civils et de militaires particulièrement compétents en ces matières.

Le Gouvernement pourra ensuite prendre, en connaissance de cause, les mesures nécessaires en vue du maintien de la valeur opérationnelle des forces armées.

Compte tenu de la répercussion immédiate éventuelle des conclusions de l'étude des augmentations de prix dans le domaine des dépenses de fonctionnement sur le budget 1981, la commission donnerait un avis intermédiaire en la matière avant le 31 mars 1981.

La commission mixte est créée par l'article 1er du projet d'arrêté royal, sa composition fait l'objet des articles 3, 4 et 6.

L'article 2 définit la mission de la commission mixte et vise notamment les dispositions déjà citées de l'accord de gouvernement.

L'article 3 règle la composition de la commission.

En ce qui concerne la délégation parlementaire, cet article prévoit la participation de treize membres effectifs et de treize membres suppléants, tous membres soit du Sénat, soit de la Chambre des Représentants. Ceux-ci seront nommés sur proposition des fractions politiques au Parlement et en tenant compte de la représentativité de ces fractions.

En vue du bon fonctionnement de la commission mixte, celle-ci est habilitée à convoquer et à entendre quelque témoin que ce soit en vue de l'éclairer sur des aspects particuliers relatifs à l'objet de sa mission (article 5).

Le deuxième alinéa de l'article 5 a pour but de libérer les fonctionnaires et les militaires du devoir de discrétion qui leur est imposé réglementairement pour répondre aux questions posées par la commission. Il ne concerne évidemment pas leurs obligations légales en la matière.

L'article 7 détermine l'urgence des travaux de la commission.

Les articles 8 et 9 n'exigent aucun commentaire particulier.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

Le Premier Ministre,
W. MARTENS

Le Ministre de la Défense nationale,
F. SWAELEN

20 FEVRIER 1981. — Arrêté royal portant création d'une commission mixte chargée de l'étude des problèmes ayant trait au caractère opérationnel de la politique de défense et des moyens affectés à cette fin

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 29 et 68 de la Constitution;

» Aan de hand van dit onderzoek zal de Regering de gepaste beslissingen treffen ».

In hetzelfde kader dringt zich de studie op van de resultaten van de professionalisering en dient de invloed ervan op het operationeel karakter van de strijdkrachten en op het gebruik van de middelen beoordeeld te worden.

Ten slotte zou de weerslag van de prijsstijgingen, in het domein van de werkingsuitgaven in het algemeen en van de energieuitgaven in het bijzonder, op de operationele waarde van de krijgsmacht dringend aan een grondig onderzoek dienen onderworpen te worden.

Deze objectieven zijn van zulkdanig belang dat het wenselijk is een onderzoek te doen uitvoeren door een daartoe aangewezen gemengde commissie bestaande uit burgers en militairen die bijzonder bevoegd zijn in deze aangelegenheden.

Vervolgens kan de Regering dan met kennis van zaken de nodige maatregelen nemen met het oog op het behoud van de operationele waarde van de strijdkrachten.

Rekening houdend met de eventuele onmiddellijke weerslag van de conclusies betreffende de studie der prijsstijgingen in het domein der werkingsuitgaven op de begroting 1981, zou de commissie een tussentijds advies ter zake verstrekken vóór 31 maart 1981.

De gemengde commissie wordt opgericht door artikel 1 van het ontwerp van koninklijk besluit, haar samenstelling maakt het voorwerp uit van de artikelen 3, 4 en 6.

Artikel 2 omschrijft de taak van de gemengde commissie en beoogt inzonderheid de reeds hierboven hernomen bepalingen van het Regeerakkoord.

Artikel 3 regelt de samenstelling van de commissie.

Wat de parlementaire afvaardiging betreft, voorziet dit artikel de deelneming van dertien effectieve en dertien plaatsvervangende leden, allen lid van hetzij de Senaat, hetzij de Kamer van Volksvertegenwoordigers. Deze zullen worden benoemd op voorstel van de politieke fracties in het Parlement en rekening houdend met de representativiteit van deze fracties.

Met het oog op de goede werking van de gemengde commissie is deze bevoegd tot het ontbieden en horen van elke getuige om haar in te lichten over bijzondere aspecten in verband met het voorwerp van haar opdracht (artikel 5).

Het tweede lid van artikel 5 heeft tot doel de ambtenaren en militairen te ontslaan van de hun reglementair opgelegde discretieplicht bij het beantwoorden der door de commissie gestelde vragen. Het kan uiteraard niet slaan op hun wettelijke verplichtingen ter zake.

Artikel 7 bepaalt de dringendheid van de werkzaamheden van de commissie.

De artikelen 8 en 9 vergen geen bijzonder commentaar.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Eerste Minister,
W. MARTENS

De Minister van Landsverdediging,
F. SWAELEN

20 FEBRUARI 1981. — Koninklijk besluit houdende oprichting van een gemengde commissie belast met de studie van de problemen die betrekking hebben op het operationeel karakter van het defensiebeleid en van de tot dit doel aangewezen middelen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 29 en 68 van de Grondwet;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, de Notre Ministre de la Défense nationale et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil :

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Il est créé une commission mixte chargée de l'étude des problèmes ayant trait au caractère opérationnel de la politique de défense et des moyens affectés à cette fin.

Art. 2. Cette commission a pour mission :

1° de donner un avis quant au caractère opérationnel de notre politique de défense et des moyens affectés à cette fin, compte tenu du contexte international, de nos engagements envers l'OTAN et de la situation économique, sociale et budgétaire de la Nation;

2° d'évaluer les résultats de la professionnalisation des forces armées et son influence sur le caractère opérationnel de nos forces armées et l'emploi des moyens et de donner un avis en la matière;

3° de donner un avis sur l'effet de l'augmentation des prix dans le domaine des dépenses de fonctionnement en général et des dépenses énergétiques en particulier, sur le caractère opérationnel de nos forces armées.

Art. 3. La commission est composée :

1° de treize membres effectifs et de treize membres suppléants, tous membres des chambres législatives;

2° de cinq membres non-parlementaires;

3° du chef d'état-major général, du premier et du deuxième sous-chef d'état-major général, des chefs d'état-major des forces terrestres, aérienne et navale, du chef du service médical ainsi que du chef de l'administration militaire centrale des forces armées et de leur remplaçant.

Les membres mentionnés au 1° et 2° sont nommés par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

Les remplaçants dont mention au 3° sont nommés par arrêté royal sur proposition du Ministre de la Défense nationale.

Art. 4. Le membre suppléant ou le remplaçant d'un membre militaire ne siège qu'en l'absence du membre effectif.

La commission peut en outre se faire assister par des experts.

Art. 5. La commission pourra recueillir tous renseignements utiles à l'accomplissement de sa mission et entendre toute personne civile ou militaire dont elle jugerait l'audition souhaitable.

Sans préjudice des dispositions légales les militaires et fonctionnaires convoqués par elle auront toute latitude pour répondre aux questions qui leur seront posées.

Art. 6. Le président et le vice-président de la commission sont choisis parmi les membres mentionnés dans l'article 3, 1° et 2° et désignés par le Roi.

Ils doivent appartenir à un régime linguistique différent.

Le secrétaire et le secrétaire adjoint sont nommés par le Roi sur présentation du Premier Ministre et du Ministre de la Défense nationale.

Art. 7. La commission mixte rendra ses conclusions au Gouvernement pour le 30 novembre 1981, mais elle émettra un avis intermédiaire au sujet notamment de la mission définie dans l'article 2, 3°, pour le 31 mars 1981.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 9. Notre Premier Ministre et Notre Ministre de la Défense nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 février 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Premier Ministre,

W. MARTENS

Le Ministre de la Défense nationale,

F. SWAELEN

Op de voordracht van Onze Eerste Minister en Onze Minister van Landsverdediging en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers;

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Er wordt een gemengde commissie opgericht, belast met de studie van de problemen die betrekking hebben op het operationeel karakter van het defensiebeleid en van de tot dit doel aangewende middelen.

Art. 2. De commissie heeft als taak :

1° advies te verstrekken over het operationeel karakter van ons defensiebeleid en de tot dit doel aangewende middelen, rekening houdend met de internationale context, met onze NAVO-verbintenissen en met de economische, sociale en budgettaire toestand van de Natie;

2° de resultaten van de professionalisering van de krijgsmacht en de invloed ervan op het operationeel karakter van onze strijdkrachten en het gebruik van de middelen te beoordelen en advies terzake uit te brengen;

3° advies te verstrekken over de weerslag van de prijsstijgingen in het domein van de werkingsuitgaven in het algemeen en van de energieluitgaven in het bijzonder, op het operationeel karakter van onze strijdkrachten.

Art. 3. De commissie bestaat uit :

1° dertien effectieve en dertien plaatsvervangende leden, allen lid van de wetgevende kamers;

2° vijf niet-parlementaire leden;

3° de chef van de generale staf, de eerste en de tweede onderstaafchef van de generale staf, de stafchefs van de land-, de lucht- en de zeemacht, de chef van de medische dienst evenals de chef van de centrale militaire administratie van de krijgsmacht en hun plaatsvervanger.

De leden bedoeld onder 1° en 2° worden benoemd bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

De plaatsvervangers bedoeld onder 3° worden benoemd bij koninklijk besluit op voorstel van de Minister van Landsverdediging.

Art. 4. Het plaatsvervangend lid of de plaatsvervanger van een militair lid zetelt slechts bij afwezigheid van het effectief lid.

De commissie kan zich bovendien laten bijstaan door deskundigen.

Art. 5. De commissie mag alle inlichtingen inwinnen die nuttig zijn tot het volbrengen van haar opdracht en alle militaire en burgerlijke personen horen wier ondervraging zij wenselijk acht.

Onverminderd de wettelijke voorschriften, hebben de door haar ontboden militairen en ambtenaren, alle vrijheid om de hun gestelde vragen te beantwoorden.

Art. 6. De voorzitter en ondervoorzitter van de commissie worden gekozen onder de leden bedoeld in artikel 3, 1° en 2° en aangeduid door de Koning.

Ze moeten tot een verschillend taakstelsel behoren.

De secretaris en de adjunct-secretaris worden door de Koning benoemd op voorstel van de Eerste Minister en van de Minister van Landsverdediging.

Art. 7. De gemengde commissie zal haar besluiten aan de Regering verstrekken tegen 30 november 1981, doch ze zal een tussentijds advies uitbrengen betreffende inzonderheid de taak omschreven in artikel 2, 3°, tegen 31 maart 1981.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 9. Onze Eerste Minister en Onze Minister van Landsverdediging zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 februari 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Eerste Minister,

W. MARTENS

De Minister van Landsverdediging,

F. SWAELEN